

Table des matières

Préface	7
Des actions «orphelines» ?	
Ivan FICHER et Pierre-Paul VAN GEHUCHTEN	
Les actions en cessation en droit social	13
Fabienne BOUQUELLE et Ariane FRY	
Section 1. Inventaire commenté	14
§ 1. Discrimination	14
A. Discrimination fondée sur le genre et sur d'autres critères protégés	14
B. Racisme et xénophobie	16
§ 2. Violence et harcèlement moral ou sexuel au travail	17
§ 3. Infractions sociales	20
A. Code pénal social et loi sur les pratiques du marché	20
B. Répression de la traite des êtres humains et de la pornographie infantine	22
§ 4. Pratiques du marché déloyales	23
§ 5. Traitement de données à caractère personnel	27
Section 2. Régime commun et spécificités	29
§ 1. Nature des mesures	30
A. Cessation de l'acte litigieux – Formulation de l'ordonnance	30
B. Constat de l'infraction à la loi sans cessation	32
C. Cessation d'un acte futur	34
D. Mesures positives	35
E. Limitation dans le temps de l'ordre de cessation	36
F. Mesures d'instruction et provisoires	36
G. Astreinte	39
§ 2. Questions de compétence	39
A. Compétence matérielle	39
B. Compétence territoriale	44
C. Règlement des incidents de compétence	46
§ 3. Questions de procédure	48
A. Qualité et intérêt à agir	48
B. Défendeurs à l'action	56

C. Mode d'introduction de la demande	58
D. Délai de comparution	59
E. Communication au ministère public	60
F. Mise en état	60
G. Autorité de la chose jugée	61
H. Exécution provisoire	64
I. Prescription	65
J. Indemnité de procédure	66
K. Concours de procédures comme en référé, en référé et au fond	66
L. Particularités en appel	67
Section 3. Effectivité de l'intervention judiciaire	67
§ 1. L'exigence d'effectivité	67
§ 2. L'accélération de la procédure	69
§ 3. L'aménagement des règles de la preuve	71
A. Discrimination, racisme et xénophobie	71
B. Violence et harcèlement moral ou sexuel au travail	74
C. Infractions sociales et pratiques du marché déloyales	76
D. Traitement de données à caractère personnel	76
E. Conclusion quant à l'aménagement des règles de la preuve	76
§ 4. La protection contre les représailles	77
A. Les bénéficiaires de la protection – La plainte ou l'action donnant lieu à protection	77
B. La portée de la protection	80
C. La sanction	82
D. Conclusion quant à la protection contre les représailles	83
§ 5. Les sanctions pénales	84
§ 6. L'astreinte	86
A. L'ordre de cessation accompagné d'une astreinte	86
B. L'ordre de cessation ou l'injonction touchant aux modalités d'exécution du contrat de travail	87
§ 7. Les mesures de publicité	91
§ 8. L'indemnisation forfaitaire	92
A. L'état du droit positif	92
B. Perspectives	94
§ 9. Comparaison avec des droits étrangers	98
Section 4. Limites du pouvoir du juge de la cessation	99
§ 1. La nécessaire modestie du juge de la cessation	99
§ 2. Les limites inhérentes à la nature des mesures	100
A. Dommages et intérêts	100

B. Résolution du contrat	101
C. Divers	101
§ 3. La séparation des pouvoirs	102
A. Principes	102
B. Harcèlement moral ou sexuel et violence au travail	103
C. Lois antidiscrimination	106
D. Respect des spécificités du droit de la fonction publique	107
E. Conclusion	107
§ 4. L'autonomie des parties en matière contractuelle	108
A. La liberté de contracter	108
B. L'immixtion du juge dans l'exécution du contrat	109
C. Le pouvoir de rompre	113
D. L'effectivité de l'intervention judiciaire quant au pouvoir de rompre et à la liberté de conclure un contrat de travail	118

La décision du 13 septembre 2011 du Comité européen des droits sociaux à la lumière de la jurisprudence des organes de contrôle de l'O.I.T. 121

Pierre LYON-CAEN

Libres propos sur la légitimité des requêtes unilatérales contre l'exercice du droit à l'action collective à la lumière de la décision du Comité européen des droits sociaux (réclamation collective n° 59/2009) 129

Filip DORSSEMONT

Introduction	129
Section 1. Les ordonnances belges en référé sur requête unilatérale : l'issue d'une procédure exceptionnelle sous plusieurs angles de vue	132
Section 2. La réclamation collective n° 59/2009	134
Section 3. Analyse de la décision	138
§ 1. La grève et l'action collective	138
§ 2. Pacifique	139
§ 3. Équité procédurale	143
Section 4. La réception de la décision	144

Le droit d'action du justiciable contre certaines mesures de l'administration sociale 149

Fabienne KÉFER

Introduction	149
Section 1. Le droit d'action contre les décisions des inspecteurs sociaux	150
§ 1. La double mission de l'inspection	150
§ 2. Les pouvoirs de contrainte	151
§ 3. Les recours contre les mesures de contrainte	152
§ 4. Le recours prévu par l'article 2 de la loi du 2 juin 2010	153
A. Les décisions susceptibles de recours comme en référé	153
B. Les conditions de recevabilité de la demande	155
C. Le juge compétent	156
D. La procédure	156
E. L'étendue du contrôle du juge	157
Section 2. Le droit à la contestation de la cotisation de solidarité pour absence de Dimona	159
§ 1. Le mécanisme	160
§ 2. La nature juridique de la cotisation de solidarité	162
A. La filiation de la cotisation de solidarité	162
B. Les travaux préparatoires de la loi de la loi-programme du 22 décembre 2008	165
C. La Cour constitutionnelle	166
D. Observations	166
E. Conclusion	170
§ 3. Le droit au procès et l'étendue du contrôle du juge	171
A. Le droit au procès	171
B. L'étendue du contrôle du juge	173
Conclusion	176

Questions pratiques en relation avec l'action de l'auditeur du travail visée à l'article 138bis du Code judiciaire 177

Maïté DE RUE

Introduction	177
Section 1. Champ d'application de l'action civile	179
§ 1. Champ d'application <i>rationae materiae</i>	179
§ 2. Nombre de travailleurs concernés par l'infraction : une action à caractère collectif?	180
Section 2. La personne contre laquelle l'action civile est dirigée	181
Section 3. L'application combinée du droit civil et du droit pénal	184
Section 4. Les pouvoirs du tribunal : une action purement déclaratoire?	186
Conclusion	188

Le <i>ruling</i> social	191
Emmanuel PLASSCHAERT	
Introduction	191
Section 1. La situation avant la loi-programme (I) du 27 décembre 2006	194
§ 1. Le principe : l'existence d'un lien de subordination	194
A. Définition et caractéristiques essentielles du contrat de travail	194
B. Détermination de la nature des relations contractuelles	195
§ 2. La technique des présomptions légales	199
Section 2. La situation après la loi-programme (I) du 27 décembre 2006	201
§ 1. Introduction	201
§ 2. Définitions	202
§ 3. La commission de règlement de la relation de travail	202
A. La section normative	202
B. La section administrative	204
§ 4. Principes généraux relatifs à la détermination de la nature de la relation de travail et critères généraux	205
A. Principes généraux	205
B. Les critères généraux	206
§ 5. Les critères spécifiques	208
A. Principes	208
B. Procédure	209
Section 3. La procédure de <i>ruling</i> social instituée par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006	210
§ 1. Introduction	210
§ 2. Définition et principes	211
§ 3. Procédure	213
§ 4. Conséquences d'une requalification	215
Juger le droit à l'aménagement raisonnable	217
Philippe REYNIERS	
Introduction	217
Section 1. La définition d'aménagement	218
Section 2. Le caractère raisonnable de l'aménagement	221
Section 3. L'existence de charge disproportionnée	223
Section 4. <i>Ubi Jus, ibi remedium?</i>	225